

Mémoire de l'édition militante

PARUTION • «Livre et militantisme. La Cité éditeur 1958-1967» retrace les années engagées de la maison lausannoise fondée par Nils Andersson, jusqu'à son expulsion de Suisse dans le climat anticomuniste de 1967.

JÉRÔME MEIZOZ*

Depuis bientôt dix ans, la Fondation Mémoire éditoriale contribue à la sauvegarde des archives de l'édition en Suisse romande. Elle publie ici son cinquième ouvrage, après deux études sur l'histoire de l'édition romande puis deux monographies consacrées l'une à l'Alliance culturelle romande et son animateur Weber-Perret, l'autre aux éditions Rencontre (1950-1971). L'ouvrage qui vient de paraître dans une collection des Editions d'En Bas aborde le cas d'une maison sulfureuse par ses engagements politiques, La Cité éditeur, et ses activités entre 1958-1967.

Dans son introduction, l'historien François Valloton parcourt le catalogue de la maison, établi en fin de volume. L'acte de fondation est désormais lié à la grande Histoire: en février 1958, le journaliste communiste Henri Alleg dénonce dans *La Question* la pratique de la torture en Algérie française. Le livre est saisi par l'Etat français un mois après parution. A l'invitation de Jérôme Lindon, l'éditeur parisien du texte, Nils Andersson, suédois d'origine né à Lausanne en 1933 et compagnon de route du parti communiste, réédite ce texte dans sa ville natale, accompagné d'un texte de Jean-Paul Sartre, «Une victoire», pour assurer malgré tout sa présence dans l'espace francophone. La Cité, d'abord principalement soucieuse de la cause algérienne, diffuse en Suisse les publications des éditions de Minuit, de Pauvert et de l'Arche, mais aussi d'un autre éditeur militant, François Maspero, dont on lira le passionnant témoignage en postface du volume.

Des textes politiques

En presque dix ans, La Cité publie trente-cinq livres répartis principalement en deux types. Une part du catalogue développe les ouvrages littéraires (R. Menthonnex, J. Givet), le plus souvent théâtraux, avec une collection partenaire du «Théâtre populaire romand» qui s'est ouvert à La Chaux-de-Fonds (textes de B. Liège et H. Debluë, mais on reprend aussi des classiques, Goldoni, Tchekhov, Gorki, Molière). Quelques pièces vont marquer le théâtre romand des années

1960, ainsi *Force de loi* (1959) d'Henri Debluë créé aux Faux Nez de Charles Apothéloz, *Soldats de papier* (1960) de Frank Jotterand, enfin *Un Banquier sans visage* (1964) de Walter Weideli.

L'autre versant du catalogue, majoritaire, concerne des textes d'intervention politique liés à la cause tiers-mondiste, algérienne, puis africaine, puis à des ouvrages maoïstes (les *Ecrits philosophiques* de Mao, traduits en 1963), sans oublier la participation de l'éditeur à diverses revues militantes (*Partisans*, *African Revolution*).

Dans son article, Damien Carron examine le catalogue «algérien» de La Cité, et ses témoignages, comme *La Gangrène* (1959), *Les Disparus* (1959) cosigné par Jacques Vergès, ou *La Pacification* (1960), qui reprend l'accusation de torture contre un certain lieutenant français, dénommé Jean-Marie Le Pen, lancées dans Résistance algérienne dès juin 1957. Par-delà son rôle

éditorial, La Cité est alors le cœur des réseaux de soutien, en Suisse et ailleurs, à la cause indépendantiste.

Difficile critique sociale

Léonard Burnand aborde quant à lui le volet théâtral de La Cité et documente en détail le scandale culturel et politique qui secoua Genève lors de la première de la pièce satirique *Un Banquier sans visage* (1964) – inspirée du personnage historique de Necker – du dramaturge et traducteur Walter Weideli. La polémique illustre les difficultés du théâtre de critique sociale et les heurts de la libre expression, dans un pays où des milliers de militants sont alors fichés par la Police fédérale, au nom de la sécurité de l'Etat.

Enfin, Pierre Jeanneret rend compte des publications prochinoises de La Cité et du nouveau paradigme politique qui émerge alors dans le débat militant, issu de l'affrontement des

communismes russe et chinois. L'historien documente également le rôle de la jeunesse étudiante, en voie de politisation, qui se forme à la lecture de ces publications (MDE, Mouvement démocratique des étudiants fondé à l'université de Lausanne en mars 1956).

Convictions intactes

En 1967, dans le climat très anticomuniste qui caractérise la Suisse de la guerre froide, le Conseil fédéral expulse Nils Andersson, malgré la vive protestation d'intellectuels de gauche, mais également d'un éditeur comme Bertil Galland, proche de la Ligue vaudoise. Ce départ signifie la fermeture de la maison lausannoise, dont le fonds sera repris par l'Age d'Homme.

Après l'Albanie et la Suède, Andersson vit aujourd'hui à Paris et n'a pas renoncé à l'action citoyenne, participant notamment au conseil scienti-

fique d'ATTAC France. En 2004, il a publié dans la revue parisienne *Mouvements* un article très documenté sur (et contre) le populisme de droite d'un certain Christoph Blocher.

Au printemps dernier, signalons encore qu'Eric Burnand a réalisé un documentaire pour la Télévision Suisse romande, sur Nils Andersson et le contexte militant des années 1960. Aujourd'hui, la conviction anticolonialiste et anticapitaliste d'Andersson demeure intacte, malgré la révolution conservatrice en marche, et son récent témoignage fournira un vivant complément à l'ouvrage des historiens. I

* Ecrivain et enseignant de littérature française à l'Université de Lausanne.

François Valloton (dir.), avec des articles de L. Burnand, D. Carron, P. Jeanneret, *Livre et militantisme. La Cité éditeur 1958-1967*, postface de François Maspero, Lausanne, Ed. En Bas, «Mémoire éditoriale», no. 5, 2007, 203 pp.



Les autorités suisses ont expulsé le dérangeant Nils Andersson, né à Lausanne mais d'origine suédoise. Il vit aujourd'hui à Paris. DR

Démonter Louis Agassiz

SUISSE • L'historien Hans Faessler propose de déparabéliser le sommet Agassizhorn: le naturaliste était l'un des théoriciens du racisme scientifique.

FRÉDÉRIC DESHUSSES

Un historien ne peut sans doute pas déplacer des montagnes, mais il peut contribuer à faire changer leur nom. C'est du moins ce qu'espère le saint-gallois Hans Faessler, qui propose de renommer un sommet situé à la frontière entre les cantons de Berne et du Valais. L'Agassizhorn, c'est son nom, rend hommage à Louis Agassiz, un glaciologue et naturaliste suisse de renommée mondiale. Professeur à Harvard dès 1846, il exerce une grande influence sur la science de son temps, au point qu'il est considéré comme l'un des «pères fondateurs» de la tradition scientifique étasunienne moderne.

A l'occasion des deux cents ans de sa naissance en 1807, l'historien Hans Faessler s'attache à faire connaître un aspect moins brillant du personnage: son influence dans la diffusion du racisme scientifique. Agassiz était en effet viscéralement repoussé par les Noirs. Il décrit ainsi les domestiques noirs qui le servent à Philadelphie: «Il m'est impossible de réfréner la sensation qu'ils ne sont pas du même sang que nous. [...] Lorsqu'ils avançaient cette main

hideuse vers mon assiette pour me servir, j'aurais souhaité partir et manger un morceau de pain ailleurs, plutôt que de dîner avec un tel service. Quel malheur pour la race blanche d'avoir, dans certains pays, lié si étroitement son existence à celle des Noirs! Que Dieu nous préserve d'un tel contact!» Il donnera une forme scientifique à cette répulsion en soutenant la thèse du polygénisme, c'est-à-dire l'idée selon laquelle tous les humains n'auraient pas la même origine génétique.

C'est seulement très récemment que les biographes suisses d'Agassiz ont pris en compte ses théories racistes, à l'image de l'ouvrage de Marc-Antoine Käser paru à l'occasion du bicentenaire. La notice du nouveau *Dictionnaire historique de la Suisse*, en revanche, reste elliptique sur cette question. Pourtant, le biologiste étasunien Stephen Jay Gould avait, dans les années 1980 déjà, très clairement exposé les théories d'Agassiz sur les races.

Un comité propose donc que l'Agassizhorn devienne le Rentyhorn, du nom d'un esclave du Congo dont le scientifique tenait

la photographie comme une preuve de l'infériorité de la «race noire». Des courriers ont été envoyés dans ce sens aux communes sur le territoire desquelles se trouve le sommet et le conseiller national Carlo Sommaruga a relayé la demande auprès du Conseil fédéral par une interpellation.

La démarche de Hans Faessler ne se restreint cependant pas à la figure d'Agassiz. Elle s'inscrit dans une volonté de faire connaître du grand public et reconnaître par les autorités politiques les relations entre la Suisse et le commerce des esclaves. En 2003, à l'occasion du bicentenaire conjoint de la mort de Toussaint Louverture et de la fondation du canton de Saint-Gall, Faessler avait ainsi proposé un cabaret politique sur le révolutionnaire haïtien et les liens du canton de Saint-Gall avec le commerce esclavagiste. La campagne «Démonter Agassiz» relève de la même pratique historique rigoureuse et militante. I

Nous ouvrirons plus largement les colonnes de la page «Histoire» à Hans Faessler dans le courant de l'automne. D'ici là, on peut consulter son site www.louverture.ch



Kielce, Pologne juillet 1946: encore un pogrom!

Il n'avait pas suffi que la Pologne ait été la scène majeure de la destruction des Juifs d'Europe perpétrée par les criminels nazis, il fallut encore qu'un noyau de Juifs survivants, de Juifs miraculés, fussent la cible de nouveaux massacres, en particulier d'un pogrom à Kielce, en 1946, qui fit une quarantaine de victimes. Dans un texte très lucide, Adam Michnik nous précise qu'il avait lui-même pensé, à un moment donné, que la reconnaissance de ces crimes ne tombait pas au bon moment. Mais il admet aujourd'hui qu'il avait tort, même si ces faits terribles ont fait l'objet de manipulations dans le contexte de la Pologne communiste. En réalité, affirme-t-il, ces violences d'après-guerre n'ont pas résulté d'un conflit entre des Polonais et des Juifs, mais plutôt d'un contentieux entre des Polonais et des communistes qui étaient juifs pour la plupart. Alors même que les Polonais craignaient de se retrouver soumis aux violences d'un nouveau pouvoir, celui du régime communiste, ce dernier était vécu comme potentiellement libérateur par les survivants d'une tout autre violence.

La réflexion de Michnik est basée sur deux documents polonais et catholiques, contemporains des faits. D'une part, un essai lumineux de Jan Blonski appelant ses compatriotes à se regarder en face et à penser leurs faiblesses avant de se justifier. D'autre part, un rapport de l'évêque de Kielce à l'ambassadeur des États-Unis qui condamnait clairement les violences, mais ajoutait que l'action «sous l'effet d'une émotion, [diminuait] toujours la culpabilité». À la base de ce texte ambigu de l'évêque Kaczmarek, marqué par «un refus compréhensible et légitime de la terre communiste, deux stéréotypes antisémites [s'exprimaient] et se [croisaient], le stéréotype du «judéocommunisme» et la conviction de l'existence d'un complot juif international».

Le drame était né de l'étrange accusation d'un enfant prétendant avoir été séquestré par un Juif. L'image de l'enlèvement et de la mort d'enfants polonais avait donc tout déclenché. Mais il ne s'agissait que d'une étincelle dont Gustav Averling, un écrivain juif originaire de Kielce, considère qu'il faudrait vraiment se demander pourquoi elle a pu si vite et si facilement déclencher l'incendie.

CHARLES HEIMBERG

Adam Michnik, *Il pogrom*, adapté par Francesco M. Cataluccio, Turin, Bollati Boringhieri, 2007.